

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-peuples-ont-cesse-d-etre-spectateurs-Adolfo-Perez-Esquivel>

" Les peuples ont cessé d'être spectateurs " : Adolfo Pérez Esquivel

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 10 mai 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A.S. : Quels sont les problèmes quotidiens des Argentins ces derniers mois ?

A.P.E. : Nous vivons actuellement de très grandes turbulences économiques et sociales. Les valeurs traditionnelles de la société sont aussi très bousculées mais on assiste à des réponses très fortes du peuple face à la politique du gouvernement : assemblées populaires, mobilisation des " piqueteros " (chômeurs), organisations relatives aux droits humains, etc. Le mouvement étudiant a repris récemment, après les vacances d'été [l'Argentine est dans l'hémisphère sud] à l'Université de Buenos Aires où j'enseigne. Il y a une forte mobilisation des étudiants et des professeurs face à la grave crise sociale, politique et économique. Le phénomène le plus frappant et le plus fort c'est la voix, le " cri ", du peuple qui demande à tous les politiciens de partir, qui se rend aussi à la Cour suprême en tapant sur des casseroles (" cacerolazos ") et demande le départ de tous les juges.

Les organisations sociales et les assemblées populaires sont devenues très inventives. Elles ont lancé par exemple les clubs de troc. Il n'y a pas d'argent alors on fonctionne avec des bons en échange de services ou de marchandises : on peut apporter des choses qu'on a chez soi, on reçoit en échange un bon qui sert à son tour à obtenir de l'huile, du sucre, des pâtes, etc. Actuellement, il y a environ 1500 clubs de troc en Argentine. On voit apparaître beaucoup d'initiatives d'économie solidaire : les assemblées achètent en commun, en gros, en éliminant les intermédiaires, et préparent des paquets d'aliments ou d'autres produits, ce qui revient très bon marché et permet aux membres de chaque assemblée de survivre malgré la grave crise économique.

Le gouvernement est complètement soumis aux injonctions des Etats-Unis et du Fonds monétaire international (FMI). Il y a actuellement une mission du FMI en Argentine. Nous avons obtenu, il y a deux jours, une réunion d'une heure avec la délégation du FMI, à la Banque centrale. J'étais avec Nora Cortiñas [porte-parole des Mères de la Place de Mai], le président de la confédération des petits entrepreneurs industriels, un avocat de Diálogo 2000, un Indien et deux autres représentants.

Ce qu'impose le Fonds c'est l'élimination de l'état d'exception économique, la diminution du budget des provinces de 600 millions de dollars, le paiement du service de la dette et bien d'autres mesures inadaptées. Cela va provoquer de très nombreux licenciements et imposer une baisse des salaires minimaux, qui ne sont d'ailleurs souvent même plus payés. Les pressions du FMI sur le gouvernement sont multiples : on sait par exemple qu'il exerce de fortes pressions pour que la délégation argentine vote contre Cuba à la Commission des Droits de l'Homme à Genève, ce sont des diktats, l'Equateur en pâtit également.

Tout comme à l'époque de Fernando de la Rúa, le président dont le peuple s'est débarrassé à force de cacerolazos, c'est un cercle restreint de financiers qui gouverne : après la fuite des grands capitaux, le gouvernement a gelé les avoirs de tous les épargnants dans les banques. 300 dollars par personne et par semaine, on ne peut pas retirer davantage, on ne peut donc ni construire, ni produire. La seule exception c'était, jusqu'à cette semaine, pour acheter une voiture, un appartement ou une maison. Il y a un très profond malaise et les manifestations populaires continuent, les marches des piqueteros aussi. Les enseignants manifestent également depuis la forte diminution du budget de l'Education. Le gouvernement veut pallier les problèmes avec des systèmes d'assistance, en donnant 150 pesos (50 \$) par mois et par famille, ce qui est très insuffisant : il n'y a ni production, ni travail, c'est une aumône qui n'a rien à voir avec le travail. Ce que réclament les gens c'est du travail.

L'augmentation de la pauvreté, la classe moyenne de plus en plus appauvrie, le nombre croissant de garçons et de filles dans la rue, etc., entraînent une répression policière forte. Ce qui fait confondre sécurité avec augmentation des effectifs policiers et de répression. Certes, face à la détérioration sociale, économique et politique, les délits se multiplient, il y a plus de violence, d'insécurité, mais parallèlement aucun projet pour changer le système et créer des postes de travail n'est avancé. L'unique réponse est répressive.

Nous faisons partie du Front national contre la pauvreté, le FRENAPO. C'est un front multi-sectoriel, qui a fait des propositions concrètes sur la nécessité de donner à chaque famille une formation et un emploi. Avant la dévaluation

nous avons chiffré les besoins à 360 dollars par famille et par mois. De plus nous proposons d'aider les moins de 18 ans à poursuivre leurs études. C'était un projet d'habilitation au travail et de reprise économique. Le gouvernement de Duhalde a tout abandonné. J'ai discuté deux heures avec Duhalde, à sa demande. Je lui ai parlé des alternatives économiques et aussi du grave problème de la dette extérieure. Je lui ai demandé de prendre le problème à bras le corps et, sans déclarer que nous ne payerions pas la dette, de porter la question devant la Cour de La Haye pour avis consultatif sur les parties légitimes et illégitimes de cette dette.

Est-ce que le président Duhalde continue à payer la dette ? Est-ce qu'il a évoqué le jugement " Alejandro Olmos " ?

- ▶ Oui, il continue à payer. Malheureusement. C'est un gouvernement qui obéit aux diktats, aux politiques du FMI et des Etats-Unis. Les Etats-Unis lui disent de voter contre Cuba, il obéit. Ils lui ordonnent de promulguer une loi sur la faillite de l'Etat, il obéit. Députés et sénateurs sont complices, le parlement entérine ce que fait le gouvernement.

Olmos est un avocat qui a fait un procès pour déterminer la responsabilité de la dictature quant à la dette argentine ; le procès a duré 18 ans et Olmos est mort avant que le juge n'ait prononcé la sentence. Un jugement a pourtant été prononcé en juillet 2001, qui donne raison à Olmos. Le juge a enjoint la chambre des Députés et des Sénateurs à mener une enquête sur les irrégularités liées à la dette. Mais depuis deux ans, rien n'a été fait. Il y a une grande complicité au plus haut niveau, c'est pourquoi le peuple demande le départ des politiciens : car ils sont complices et corrompus. Personne n'entre chez toi si tu n'ouvres pas la porte, sauf les cambrieurs, à moins que des complices n'ouvrent la porte pour que ta maison soit mise à sac.

Quelle peut-être l'issue d'une telle situation ? L'emploi de la force par l'armée argentine ? Des manoeuvres plus opaques dans le cadre du " Plan Colombie " ?

- ▶ Des choses graves se sont passées et se passent encore en Argentine. Par exemple, en 2000, sous le gouvernement de la Rua, le pouvoir exécutif a demandé au parlement d'autoriser l'entrée de troupes étrangères dans le pays. Une des hypothèses d'ennemi potentiel était les organisations populaires ou sociales et les organismes non gouvernementaux. Cela signifie que pour les forces armées, l'ennemi potentiel est à nouveau le peuple. La demande d'autorisation pour l'exercice était signée, avec l'approbation du président de la Rúa, par les ministres du gouvernement, dont bien sûr le ministre de la Défense, le chef de cabinet du président et le chancelier. Le parlement n'a pas donné son aval mais en août 2000, malgré ce refus, sous commandement des Etats-Unis, des troupes de tous les pays latino-américains, sauf de Cuba et du Venezuela, sont entrées en Argentine. C'est la politique hégémonique des Etats-Unis en Amérique latine, en droite ligne de la doctrine de la sécurité nationale et dans le cadre du Plan Colombie. Tout a été payé au Pentagone et au Département d'Etat américain par le gouvernement argentin : ces manoeuvres militaires ont coûté deux millions et demi de dollars. En 2001, de nouvelles manoeuvres ont eu lieu, avec des troupes des mêmes pays, toujours sous commandement étasunien ; cette fois l'objectif était la province de Salta, à la frontière bolivienne, toujours dans le cadre du Plan Colombie, pour la militarisation et la répression. Il y a des bases militaires américaines en Argentine, à Bariloche, Sarate, Misiones, Salta, mais aussi au Brésil, en Equateur, au Pérou, etc. L'objectif ? L'hégémonie politique et économique sur le continent. Dans cette optique on utilise aussi la dette extérieure comme mécanisme de contrôle et de domination militaires : l'Equateur s'est ainsi vu contraint de céder la base de Manta pour le Plan Colombie. Le Commandant en chef de l'armée colombienne a indiqué que cette base allait servir à cette fin, c'est très clair dans plusieurs documents et déclarations.

En contrôlant les armées latino-américaines, les Etats-Unis accélèrent l'entrée du sous continent dans la zone de libre échange des Amériques (ZLEA). La ZLEA sonnera le glas les marchés communs régionaux : le Mercosur, le marché andin, le marché caraïbe et le marché commun d'Amérique centrale. Ceci va accroître les tensions sociales et entraîner un contrôle policier et militaire omniprésent, d'où le système répressif installé sur tout le continent. Les Etats-Unis s'apprêtent à provoquer un nouveau Vietnam en Colombie avec l'intervention de troupes latino-américaines et cela leur servira à contrôler le reste des pays. Les morts seront des soldats latino-américains, pas étasuniens pour ne pas répéter l'erreur du Vietnam. Des soldats latino-américains vont se battre en Colombie

contre des Colombiens ! Les Etats-Unis commanderont.

Les analyses et la recherche d'alternatives, en commun, par des organisations non gouvernementales du Nord et du Sud, peuvent quand même favoriser l'émergence d'une cohésion, d'un front de refus et de résistances. Les médias latino-américains donnent-ils un écho sincère du FSM (Forum Social Mondial) de Porto Alegre ou de ce qui se passe dans la société civile en Amérique latine ?

► Je crois à la capacité de résistance des peuples dans toute l'Amérique latine, par exemple le FSM de Porto Alegre est un de ces nouveaux phénomènes sociaux, politiques et économiques, une recherche d'alternatives. Mais cette force sociale (sauf au Brésil avec le Parti des Travailleurs) n'est pas structurée comme force politique. Il n'y a pas de construction politique, pas de projet de gouvernance, de contrôle de la gestion pour un projet politique viable. Ce sont des mouvements sociaux suscités par la nécessité de survivre, de s'organiser, mais sans unité politique et c'est là leur faiblesse. Bien sûr les mouvements sociaux du Nord et du Sud peuvent s'entraider.

Le rôle des médias est effectivement très important. La presse " canaille " [menteuse] est dominante. Radios, télévisions et journaux sont contrôlés par des multinationales financières. CNN, par exemple, joue un grand rôle dans l'information diffusée dans notre pays. L'information est partielle ou dénaturée, manipulée. L'exemple du Venezuela est éloquent : la presse " canaille " a déguisé la vérité, elle a attribué les morts au gouvernement de Chavez et non à Carmona. Le problème c'est le pourquoi du coup d'Etat contre Chavez : il y a eu toute une campagne de presse, cruelle, pour déconsidérer Chavez et créer un climat d'animosité. Chavez a commis des erreurs qu'il doit corriger, c'est certain, mais quand un pays veut sortir de l'orbite de domination des Etats-Unis, de leur pensée unique, ils essayent de le détruire. C'est surtout ça qui a compté. Détruire le gouvernement de Chavez est un de leurs objectifs, et leur gouvernement a été mêlé à l'organisation du coup d'Etat. L'alliance entre militaires et entrepreneurs a toujours existé, mais ce qui est curieux cette fois, c'est d'avoir mis un patron et non un militaire à la tête de la junte. Carmona appartient à la même famille que les Pérez Carmona en Argentine, détenteurs de vastes intérêts au Venezuela, essentiellement dans le pétrole. Curiosité ou coïncidence ?

Lors de ce coup d'Etat, les Etats-Unis se sont montrés satisfaits, ils n'ont absolument pas parlé de légalité, de droit, de respect de la constitution vénézuélienne. Leur complicité était très ouverte. Ensuite, la réaction du peuple et celle des pays latino-américains, avec la déclaration de l'OEA (Organisation des Etats Américains) qui pour la première fois s'est prononcée fermement, ont fait revenir Chavez au pouvoir. C'est un événement significatif : les peuples ont cessé d'être spectateurs, ils s'assument comme protagonistes. Je crois qu'il y a une mutation dans l'exercice des relations démocratiques.

Les dictatures récentes, des années 70 et 80, au Brésil et en Argentine montrent cependant que le risque de retomber dans l'alternative militaire n'est pas mince.

► Il y a eu de fortes rumeurs au sujet d'un éventuel coup d'Etat mais personne ne veut des militaires. L'expérience de la dictature a été très dure. Les militaires n'ont jamais rien résolu, ils ne font qu'envenimer la situation, et eux-mêmes n'ont pas l'intention d'intervenir.

A bien y regarder, les militaires ne font jamais de putsch seuls, sans l'aval des Etats-Unis. Le fait que les Etats-Unis aient échoué à renverser le gouvernement Chavez à cause de la force et de l'attitude nouvelles de l'action populaire, le fait que nous arrivions petit à petit à construire des espaces de démocratie participative plus directs et que tout cela se passe en dehors des gouvernements, font qu'ils vont nuancer leurs actions. Les foyers de résistance sociale, même s'ils s'élaborent selon un processus difficile, ont changé la donne. L'action par le biais du Plan Colombie est plus probable.

Es-tu en train d'essayer de me dire que si les ONG le veulent vraiment elles pourraient empêcher une dictature de se mettre en place en Argentine ?

► Le 24 mars, c'était le 26ème anniversaire du coup d'Etat militaire de 1978 en Argentine. Plus de 50 000 personnes ont participé à une énorme manifestation à Buenos Aires. Dans cette manifestation on voyait des femmes avec leurs bébés, des familles, tous les syndicats, les enseignants, presque toutes les classes sociales. C'était

comme dans les assemblées populaires, avec des représentants de ces assemblées, des piqueteros et bien d'autres. La convergence de toutes ces forces sociales c'est quelque chose de puissant.

Mais les pressions, notamment extérieures, sont quand même très fortes. Je pense en particulier aux nouvelles directives contre le terrorisme.

- ▶ De toute évidence le système est très dur, les pressions du FMI et des Etats-Unis sont très fortes, les gouvernements sont faibles et totalement soumis, ils roulent pour le Nord et ne représentent pas la volonté des peuples, du Sud.

Ce que peut engendrer le manque de solutions claires, ce sont des rébellions populaires plus fortes. Le gouvernement argentin et les Etats-Unis sont prêts pour la répression. Quiconque s'oppose à ces derniers est un terroriste. Alors on criminalise les protestations sociales, les organisations sociales, la pauvreté, les enfants pauvres, les travailleurs sans travail comme les piqueteros ; on criminalise le droit du peuple à une vie juste, à lutter contre les injustices. La capacité de résistance des peuples évolue aussi avec par exemple le mouvement des paysans sans terre au Brésil, les mouvements indigènes, les mouvements pour les droits humains dans toute l'Amérique latine, les mouvements des femmes de plus en plus présents et actifs sur le plan social, politique et culturel (nous en avons eu la preuve ici, à Washington, où ce sont en majorité des femmes qui participent au tribunal de la dette).

Nous mesurons ces nouvelles réalités. Cependant, plus que la lutte contre le terrorisme, notre grande inquiétude concerne l'exode massif des jeunes qui quittent le pays faute de possibilités de travail : étudiants, diplômés, scientifiques, ingénieurs... Les processus actuels sont riches en contrastes. D'une part des gens en résistance et d'autre part, ceux qui s'en vont. D'autres encore courent après les dollars, cherchant à spéculer sur l'achat et la revente. Il y a, dans la rue, des queues très longues pour cela tout comme pour obtenir un visa auprès des ambassades.

Nous manquons d'un catalyseur, d'une force d'unité pouvant mettre en avant des projets politiques alternatifs.

Les hommes politiques osent-ils se montrer dans la rue ?

- ▶ Non, très peu d'hommes politiques peuvent sortir dans la rue, car les gens les punissent : ils les insultent, ils les frappent, même chose pour beaucoup de syndicalistes corrompus, responsables eux aussi de cette situation. Excepté la CTA (Centrale des Travailleurs Argentins), qui a toujours milité auprès du peuple et qui incarne l'opposition à la grande Centrale Ouvrière complètement déconsidérée.

Ces perspectives ne sont guère encourageantes. La situation est difficile. Faisons confiance à la capacité des peuples à trouver des alternatives. Nous sommes engagés dans un processus, nous n'avons ni recettes ni solutions pour sortir de la crise mais nous travaillons dans la voie des alternatives sociales.

[CATDM](#), le 1er avril 2002